

"Tout le monde profite du libre-échange"

Innombrables sont les intellectuels français ayant promis que la mondialisation, nécessairement "heureuse", déverserait ses bienfaits sur l'humanité. Pauvreté, chômage, corruption... trouvaient chez eux une même solution : davantage d'ouverture économique. Mais, comme les inégalités n'ont cessé de croître, une question se pose : tout le monde profite-t-il de la même façon du libre-échange ?



Dessin de Mathieu Colloghan, 2005. - © Mathieu Colloghan.

Nous sommes en 1993. Les pays européens viennent de ratifier le **traité de Maastricht**, leurs frontières s'effacent, tout au moins douanières. Un an plus tard, de l'autre côté de l'Atlantique, l'Amérique du Nord s'unifie elle aussi, du Canada jusqu'au Mexique, sous le régime de l'Accord de libre-échange nord-américain (Aléna). L'Accord général sur les tarifs et le commerce (GATT) propulse l'agriculture dans la grande valse du libre-échange. L'objectif de toutes ces mesures ? "Notre bonheur à tous !", répètent en chœur la plupart des économistes néolibéraux, souvent rétribués par les banques

► voir "**Un foisonnement d'écoles de pensée**".

Certains partisans du libre-échange, de l'"ouverture" des économies les unes aux autres, avancent toutefois d'autres raisons.

Ainsi du lauréat du prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel, l'influent économiste néo-libéral américain Gary Becker :

"Le droit du travail et la protection de l'environnement sont devenus excessifs dans la plupart des pays développés. Le libre-échange va réprimer certains de ces excès en obligeant chacun à rester concurrentiel face aux importations des pays en développement" (Business Week, 9 août 1993).

► lire "**Quand une banque distribue des médailles**".

Ainsi du célèbre Lawrence Summers, alors économiste en chef de la Banque mondiale, dans une note de service intitulée "Bonnes pratiques environnementales" :

"Juste entre vous et moi, la Banque mondiale ne devrait-elle pas encourager davantage la migration des industries sales vers les pays moins développés ?" (12 décembre 1991).



"Pink Man Begins n° 7", de Manit Sriwanichpoom, 1997. - © Manit Sriwanichpoom / agence VU.

Ainsi, encore, d'Anne Krueger, directrice générale adjointe du Fonds monétaire international :

"Plus vite une économie est ouverte, mieux c'est. Parce que plus une économie est ouverte, plus il est difficile de revenir en arrière et de renverser les réformes" (conférence à l'université de Nottingham, septembre 2004).

Et ainsi, bien sûr, de Bernard Arnault, PDG du groupe LVMH et homme le plus riche de France :

"Nous évoluons dans un système beaucoup plus mobile qu'il y a une quinzaine d'années. Face à cela, que peuvent faire les États ? Il leur est pratiquement impossible de s'opposer à une mobilité des entreprises à travers l'Europe."

Et d'avertir :

"Toute velléité nationaliste est vouée à l'échec. À trop augmenter les charges sociales et imposer les trente-cinq heures à des entreprises qui n'en n'ont pas les moyens, le gouvernement risque d'accélérer le processus de délocalisation d'un certain nombre d'usines." (La Passion créative, 2000).

Une somme de contraintes internationales qui n'aiguise pas la combativité des salariés

Le libre-échange a transformé le monde en un supermarché pour les multinationales et l'oligarchie : législations environnementales laxistes ici, coûts salariaux pressurés plus loin, zones franches pour sièges sociaux là-bas et paradis fiscaux tout au fond... Dans le même temps, moins mobiles, les travailleurs subissent le chômage, la baisse des salaires, des fiscalités injustes, de façon à demeurer "compétitifs". Une somme de contraintes qui n'aiguise pas leur combativité.

Le courant libre-échangiste estime que l'ouverture internationale entraîne une réduction des inégalités au sein de chaque économie. C'est tout le contraire : la mondialisation étire l'échelle des revenus par les deux bouts. Le plancher s'affaisse tandis que le plafond s'élève toujours davantage.



L'ancien poste-frontière d'Hestrud, entre la France et la Belgique, reconverti en Musée de la douane. Photographie de Nicolas Fussler, 2008. - © Nicolas Fussler.

Soit, rétorquent certains, mais le tiers-monde en a profité. Vraiment ? En 2003, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) évaluait les gains économiques liés à la libéralisation des échanges à 832 milliards de dollars, dont 539 pour les pays moins avancés, les plus pauvres.

C'était considérable. Mais, deux ans plus tard, l'OMC ramenait le gain total à 200 milliards et la part des moins bien lotis à... presque rien.

Quelles nations gagnent au libre-échange ? Quelles autres y perdent ? Le débat tend à en masquer un autre, plus facile à trancher : au sein de chaque nation, quelles classes sociales en bénéficient et lesquelles en pâtissent ?

François Ruffin

Rédacteur en chef du journal Fakir, cinéaste.

Auteur de Leur grande trouille.

Journal intime de mes *"pulsions protectionnistes"*,

Les Liens qui libèrent, 2011.